

Correspondance Eco. Techn. et  
professionnelle.

9/11/44

p. 889

LA CRISE DU MOYEN-ORIENT

L'attention du monde entier se porte à nouveau sur le Moyen-Orient, qui a déjà été dans le passé le lieu de tant d'intrigues, le berceau de tant de conflits.

Le refus opposé par le gouvernement iranien, que préside M. SAED, aux demandes soviétiques relatives à l'octroi de concessions pétrolières, a soulevé un incident diplomatique significatif. Les commentaires de la presse et de la radio soviétiques laissent paraître qu'une tension réelle existe dans les rapports des deux pays, tension qu'aggraverait peut-être encore la pression exercée par Moscou sur l'opinion publique iranienne.

Le gouvernement russe estime que le rejet de ses propositions est d'autant plus injustifié que l'exploitation des concessions en question aurait apporté une réelle prospérité au nord de l'Iran. Il se défend énergiquement d'avoir été guidé en cette affaire par des considérations d'hégémonie politique, faisant observer que le gouvernement Saed, s'il est si ombrageux sur ce point, pourrait fort bien s'inquiéter de la présence sur le sol iranien de troupes américaines, dont le séjour n'a été prévu par aucun traité. Enfin, on fait observer à Moscou que les demandes russes ne diffèrent pas de celles qui émanaient des pays anglo-saxons et qui ont été satisfaites sans difficultés par Téhéran.

Les manifestations antigouvernementales qui se produisent depuis quelques jours dans tout l'Iran, l'attitude critique d'une partie de la presse à l'égard du gouvernement prouvent en tout cas à quel point l'influence russe s'est affirmée, depuis quelques mois, dans le Moyen-Orient. Et c'est en réalité un épisode d'un conflit beaucoup plus vaste, et qui ne date pas d'hier.

On peut se demander si l'on assiste pas au réveil d'une certaine diplomatie russe traditionnelle. C'est, en tout cas, l'avis de l'"Economist" qui, après avoir noté que "dans toute cette guerre, la politique étrangère de la Russie a été dominée par une considération seule et unique : le besoin de sécurité", en tire un certain nombre de conclusions.

"Les faits géographiques ne changent pas. Le besoin d'une tranquillité assurée, derrière des frontières stratégiques stables, est peut-être aussi urgent de nos jours qu'il y a cent ans. Bakou et Batoum demeurent exposés à toutes sortes de risques, aux lisières mêmes du territoire soviétique. La Caspienne, comme toujours, pénètre au coeur de l'Asie soviétique. L'invention de bombes volantes à longue portée n'a fait qu'accentuer la gravité du problème. Il y eut un frémissement d'inquiétude en Russie en 1939, lorsque, durant la guerre russo-finlandaise, l'armée Weygand, forte d'un demi-million d'hommes, était massée en Syrie. Des impressions comme

.....

U. - 03.01

9/11/44

924/1

585

4425

(suite 1)

celles-ci laissent une empreinte durable".

L'autre raison, c'est que, depuis un temps mal déterminé, mais sûrement postérieur à l'adoption de la "Nep" (la nouvelle politique économique des Soviets) les intérêts de la Russie dans le Moyen-Orient se sont renforcés :

"Depuis dix ans, le centre de gravité de l'industrie russe se déplace vers l'Est. La guerre a donné une impulsion formidable à ce mouvement. Dans l'Asie centrale soviétique s'est créé un nouveau, un grand bassin industriel dont la sécurité importe au moins autant à la Russie qu'autrefois celle du bassin de l'Ukraine...

"Les principes idéologiques qui dictèrent le retrait dramatique des forces russes du Moyen-Orient vers 1920 ne déterminent plus la politique soviétique. Ceci a été démontré maintenant par l'exigence russe de concessions de pétroles dans l'Iran septentrional. La demande a été repoussée par le gouvernement iranien, du moins pour la durée de la guerre. Mais la réaction de la Russie en présence de ce refus - réaction qui a pris la forme d'un appel à l'opinion publique iranienne contre le gouvernement de Téhéran - ne laisse aucun doute sur la résolution avec laquelle le gouvernement russe entend poursuivre sa nouvelle incursion en Perse. Une telle démarche, qui ferait de la Russie un concessionnaire de gisements de pétroles étrangers, côte à côte avec d'autres puissances capitalistes et impérialistes, eût été inconcevable dans la phase révolutionnaire. C'est une illustration frappante de l'ampleur avec laquelle la politique soviétique actuelle déborde du champ de la politique intérieure. Le changement n'est pas simplement idéologique. C'est aussi un renoncement à l'ancienne politique de l'autarcie. La Russie est prête à se départir de la doctrine de l'indépendance économique complète, tout au moins pour aspirer à une mainmise sur les réserves de pétrole mondiales. La renonciation à l'autarcie ne sera peut être pas immédiate dans tous les domaines, mais il n'est guère douteux qu'au cours des vingt années qui viennent l'influence russe dans le Moyen-Orient aura des bases économiques. Les territoires industriels de Transcaucasie, le Kazakstan et les autres républiques limitrophes seront les chantiers les plus directs, sinon les plus productifs du Moyen-Orient?"

L'"Economist" constate qu'à d'autres égards les Soviets ont fait abstraction de leur programme révolutionnaire. C'est ainsi que leurs représentants diplomatiques se sont posés en protecteurs des établissements orthodoxes du Levant, que dans le nord de l'Iran les troupes soviétiques ont prétendu rendre à la minorité arménienne "la liberté de son culte", et qu'en Russie même le gouvernement a encouragé une renaissance des communautés

MO.- 03.01

9/11/44

musulmanes.

uite 2)

Toutefois, dans le domaine politique, la Russie continue à retirer les avantages de sa tradition révolutionnaire : "A la différence des gouvernements anglais et français, le gouvernement soviétique n'a point de passé politique dans le Moyen-Orient. A la différence du gouvernement américain, il n'a aucun passé d'impérialisme pétrolier (jusqu'à présent du moins). En un mot, ses antécédents politiques sont "nets".

Bien que les Soviets soient très intéressés à soutenir, en bordure de leurs frontières méridionales, leur rôle de protecteurs des mouvements irrédentistes, et qu'au surplus "la manière de vivre des peuples de l'Asie soviétique a été portée à un niveau - matériel et culturel - incomparablement plus relevé que celui de leurs voisins du Sud", l'"Economist" ne s'alarme pas du développement de l'influence russe dans ces parages. Au contraire :

"Dans le monde d'après-guerre, il y a toute probabilité que les Russes ne chercheront pas à faire autre chose dans le Moyen-Orient qu'à exercer l'influence pacifique que leur puissance et leur proximité rendent inévitables. L'Europe, vraisemblablement, restera leur principal intérêt stratégique, et si la paix et la sécurité sont assurées en Europe, il y a des chances pour que ceci soit aussi le facteur décisif dans le Moyen-Orient. En ce sens, au temps des tzars, la politique russe dans le Moyen-Orient était toujours un dérivatif. Elle se manifestait par une pression sur la puissance qui dominait le Moyen-Orient - la Grande-Bretagne - afin d'influencer la politique britannique dans l'arène vitale de l'Europe. Comme l'a dit un homme d'Etat russe, SKOBELEV, sans ménager ses expressions : "Plus la Russie sera forte en Asie centrale, plus l'Angleterre sera faible aux Indes et plus elle se montrera conciliante en Europe". Aujourd'hui, la même politique a des chances d'opérer dans le sens inverse. La Grande-Bretagne, et jusqu'à un certain point les Etats-Unis, sont les puissances dominantes dans le Moyen-Orient. Plus leurs relations avec la Russie en Europe seront amicales, et moins la Russie aura sujet de craindre pour sa sécurité dans le Moyen-Orient. Dans cette question, comme dans tant d'autres, le secret des relations pacifiques réside à Washington, à Londres et à Moscou. Si les trois puissances sont d'accord, il n'y a aucune raison pour que la stabilité, le progrès ne soient pas assurés au Moyen-Orient une génération entière".

MO.- 03.01

9/11/44

o o

.....

suite 3)

Si l'on en jugeait par l'article ci-dessus, on aurait l'impression que les divergences de vues entre puissances dans le Moyen-Orient sont d'ordre secondaire. La revue britannique ne semble tenir aucun compte du fait qu'actuellement les points de contact entre les intérêts aux prises dans ces régions ont été peu nombreux. Ceci résulte en grande partie de la politique d'abstention que les Soviets ont poursuivie pendant vingt ans, en partie aussi du fait que l'attention des autres puissances était sollicitée de préférence par la Méditerranée orientale et par le Moyen-Orient. En sera-t-il toujours de même ?

Examinant les perspectives de paix en Asie centrale, l'étude approfondie que vient de publier la revue "Asia" de New-York - et que le "New Statesman" a reproduite presque entièrement - se montre plus réservée. C'est qu'aussi elle n'envisage pas exactement sous le même angle le conflit des intérêts dans le Moyen-Orient. L'auteur, Jamil BAROODY, dont les vues doivent être considérées comme des vues américaines, aperçoit trois puissances qui s'affairent à "courtiser le monde arabe". Son étude porte sur "l'Orient Arabe". Elle analyse successivement la politique britannique, la politique soviétique et la politique américaine dans ces contrées.

"Depuis que les Nazis ont été expulsés d'Afrique, observe-t-il, la Grande-Bretagne a intensifié ses efforts pour aboutir à une entente avec les pays arabes. Ces efforts visaient spécialement à créer une fédération d'Etats arabes. Elle s'est lancée dans cette voie eu **risque** de s'aliéner les Sionistes. Cependant, si les pays arabes, individuellement ou en bloc, refusent de coopérer avec la Grande-Bretagne, celle-ci aura toujours un prétexte pour intervenir, à un endroit ou à un autre, afin de protéger une minorité d'un demi-million de Sionistes habitant la Terre Sainte". Les Sionistes ont pu être déçus de la nouvelle direction prise par sa politique, mais "cela ne signifie pas que la Grande-Bretagne n'accueillera pas avec satisfaction la formation d'un Etat juif sur le sol arabe". Et les Anglais ont pris d'autres précautions pour maintenir leur suprématie et pour exercer une influence effective sur l'Orient Arabe : "Soit par traité, soit par expropriation, ils ont établi des bases aériennes et navales aux endroits stratégiques. L'Irak, la Syrie, le Liban, la Palestine et l'Egypte sont parsemés d'aérodromes britanniques. Haïfa et Aden sont des ports britanniques. La marine britannique a également accès aux ports importants d'Alexandrie et de Beyrouth, aussi bien qu'à d'autres points stratégiques situés sur la Méditerranée, la Mer Rouge et le Golfe Persique."

La Grande-Bretagne a toujours revendiqué la suprématie dans l'Orient arabe, à cause de la puissance de ses intérêts économiques dans cette zone : "A l'opposé

.....

- 05.01

11/44

suite 4)

de la Russie soviétique et des Etats-Unis, les Iles britanniques n'ont pas de ressources naturelles de pétrole. Une nation industrielle moderne ne saurait survivre sans pétrole. Aussi l'Angleterre peut-elle prétendre qu'elle a le droit de conserver les gisements acquis par elle à l'étranger. L'Angleterre, de plus, a besoin d'exporter pour vivre. Comparé à l'Inde, l'Orient arabe (en y comprenant l'Egypte) offre un marché modeste, mais nullement négligeable. Depuis un quart de siècle, la demande d'articles finis va croissant dans les pays arabes, et il faudra un temps considérable pour que ces pays, industriellement, puissent se suffire à eux-mêmes".

Or, depuis 1942, le monde arabe (y compris l'Afrique du Nord) est le théâtre d'une activité diplomatique intense de la part des Soviets : "Aujourd'hui, le gouvernement soviétique a accrédité des agents en Egypte, en Irak et dans d'autres pays de langue arabe. Ibn Séoud est entré en relations diplomatiques avec lui plusieurs années avant la seconde guerre mondiale.... L'Orient arabe est le noyau du monde musulman, qui compte plus de 250 millions de ressortissants. Plus de 60 % d'entre eux vivent sous l'influence britannique. Une quinzaine de millions seulement vivent dans l'Union Soviétique (surtout dans les républiques méridionales). Mais le Musulman des pays soviétiques qui va en pèlerinage à La Mecque ou que l'on envoie faire ses études à la grande université islamique du Caire, est aussi un missionnaire ardent, quoique non-officiel des Soviets, dont il vante le régime parmi ses coréligionnaires. Comme La Mecque et le Caire sont visités annuellement par des Musulmans venus de toutes les parties du monde, les idées disséminées par les pèlerins et les étudiants soviétiques peuvent avoir des répercussions lointaines.... Au cours des deux dernières années, on a vu beaucoup d'Arabes instruits s'enrôler dans des groupes d'"amis de l'Union soviétique". Un parti communiste a été légalement institué au Liban et en Syrie. Le premier secrétaire de la légation soviétique au Caire est un Musulman, érudit arabe estimé, dont la maison est devenue le foyer de l'intelligentsia égyptienne".

Dans le passé, les échanges de la Russie avec l'Orient arabe se réduisaient à très peu de chose. Mais les conditions ont changé : "On a construit récemment de nouvelles voies ferrées qui rapprochent la Russie méridionale des pays arabes. Le Chemin de fer trans-iranien a relié la Caspienne et le Caucase au Golfe Persique. La route maritime qui conduit de la Mer Noire aux rivages syriens et égyptiens est beaucoup plus courte que n'importe quelle route faisant communiquer l'Orient arabe avec les pays industriels de l'Europe occidentale. Tous les indices

.....

-- 09.01

/11/44

(suite 5)

laisent donc présager le développement rapide du commerce d'après-guerre entre l'Union soviétique et l'Arabie. L'U.R.S.S. ne demandera pas mieux que d'acheter d'abondantes quantités de citrons, de coton, de laine, de cuirs, d'huiles végétales et d'autres matières premières que l'Orient arabe est capable de produire. En échange, elle peut envoyer du bois de charpente et des sous-produits de l'industrie du bois, des grains, ainsi que des excédents d'articles manufacturés".

Le collaborateur de la revue "Asia" passe ensuite l'examen des activités américaines dans le Moyen-Orient. Celles-ci, jusqu'à la présente guerre mondiale, étaient surtout (les missions mises à part) d'ordre éducatif et philanthropique : "Toutefois, il y a quelques années, des sociétés américaines réussirent à négocier des concessions dans l'Arabie séoudite et la région de Bahreir. Ibn Seoud préféra traiter avec les Américains parce que les Etats-Unis n'avaient jamais manifesté de visées impérialistes dans aucune région du sud-ouest asiatique... Mais les Etats-Unis ont acquis une réputation mondiale pour des choses tangibles, autres que leur altruisme. Les automobiles américaines, les films et appareils de radio achetés par les Arabes, aussi bien que l'argent envoyé des Etats-Unis par les immigrants libanais, syriens et palestiniens, ont contribué à rendre l'Amérique populaire dans l'Orient arabe".

Les Etats-Unis jouissent donc d'un grand prestige dans ces régions, en comparaison des autres puissances, car ils n'ont pas encore essayé, comme l'Angleterre et la France, d'intervenir dans les affaires intérieures des pays arabes :

"Sur leurs intentions, toutefois, très peu de leurs ont été projetées. Une chose est certaine : les Etats-Unis ont décidé de miser sur le développement des pays arabes, et cela pour des raisons politico-économiques. La guerre finie, les Etats-Unis, afin de préserver de la ruine leur économie nationale, devront chercher du travail à leurs millions de démobiliés.

"En outre, ils ont promis à diverses reprises de participer à la réhabilitation de l'Europe. Les gisements américains ne pouvant plus fournir les énormes quantités de pétrole et d'essence qu'exigeront les gigantesques projets d'après-guerre, il est possible que le pétrole arabe soit considéré comme

.....

10.- 03.01

9/11/44

(suite 6)

d'importance vitale pour l'exécution de ces programmes de reconstruction des pays européens, spécialement des pays qui n'ont aucune ressource de pétrole" (sic).

D'après Jamil BAROODY, "les Etats-Unis comme la Grande-Bretagne sont convaincus que le monde d'après-guerre ne pourra être policé si les points stratégiques de l'Orient arabe ne sont pas garantis contre tout Etat puissant ou contre tout bloc européen qui pourrait chercher à dominer ces territoires.

"C'est pourquoi, en dehors de leurs intérêts dans le pétrole arabe, l'or arabe et le commerce arabe, les Etats-Unis se sentent tenus d'appuyer la Grande-Bretagne au cas où sa position dans l'Orient arabe serait sérieusement menacée.... Les Alliés et les puissances de l'Axe ont rivalisé d'empressement fébrile à se ménager les faveurs arabes. Mais si le plan des Allemands pour arracher aux Anglais l'Orient arabe a échoué, l'avenir seul établira si cette zone d'importance vitale peut être stabilisée par une politique sagement intégrée des nations alliées, ou si elle doit redevenir un nid d'intrigues internationales".

( à suivre )

- : - : - : - : - : - : -

- 03.01

/11/44

LA CRISE DU MOYEN-ORIENT (suite)

Les articles que nous avons analysés hier, si réalistes soient-ils, n'épuisent pas un aussi vaste sujet. Il n'est même pas certain qu'ils abordent celui-ci à l'endroit sensible. La ruée vers le pétrole iranien n'est apparemment qu'un épisode. Les véritables points névralgiques du Moyen-Orient sont ailleurs. Il semble préférable de les situer aux deux extrémités de la zone considérée : à la frontière des Indes d'un côté, sur le littoral oriental de la Méditerranée, de l'autre.

Au siècle dernier déjà, les sourdes menées de la diplomatie occidentale auprès des roitelets et principicules d'Arabie, la rivalité anglo-russe à la Cour du Shah de Perse, les troubles intermittents d'Afghanistan, tout cela, en définitive, n'avait de signification qu'en fonction de la domination anglaise sur les Indes.

Ensuite, quand, au début du XXème siècle, l'Allemagne s'intéressa au chemin de fer de Bagdad, l'Angleterre se jugea menacée dans son Empire des Indes. Et c'est l'Inde enfin que l'Allemagne parut viser après 1940, dans sa poussée vers l'Egypte et le Caucase.

Cependant, l'Empire des Indes a été jusqu'ici la clef de voûte de la politique britannique dans le Moyen-Orient, et les difficultés auxquelles se heurte chacune de ses tentatives pour s'imposer au monde arabe diffèrent pas de celles qui se présentent à l'intérieur de l'Inde, dans l'opposition multiforme de l'élément musulman à l'élément hindou. Cette opposition est souvent assez tranchée pour masquer l'hostilité commune de chacun de ces éléments à l'égard du gouvernement de l'Inde, et pour conférer une importance politique inattendue à d'autres groupements qui se refusent à admettre, soit les rites musulmans, soit les moeurs de la caste hindoue (tels sont les Sikhs, les 60 millions d'Intouchables, etc...). Le président de la Ligue des Musulmans de l'Inde, Jinnah, a proposé, le mois dernier, à Gandhi la solution suivante des différends entre Hindous et Musulmans : partager l'Inde en deux territoires souverains, l'Hindoustan et le Pakistan. Le Pakistan, domaine de la souveraineté musulmane, comprendrait les provinces frontalières du Nord-Ouest, le Belouchistan, le Sind, le Pendjab, l'Assam, le Bengale. Un traitement équitable serait garanti aux minorités hindoues du Pakistan comme aux minorités musulmanes de l'Hindoustan. Ces vues ont été communiquées par Jinnah lui-même au "Newa Chronicle" qui les a reproduites dans son numéro du 5 Octobre. Depuis, rien n'a transpiré des négociations engagées. Les chances d'un accord sur de telles bases sont minimes. Le sort de l'Inde après la guerre et ses relations futures avec le monde arabe qui peuple le Moyen-Orient demeurent incertaines.

- 00.01

/11/44

suite 1)

Ce qui est transparent dans tous les cas, c'est qu'aux Indes la politique britannique a toujours eu intérêt à se servir de l'élément musulman (représenté par les anciens envahisseurs arabo-persans) pour maintenir assujettis les Hindous.

A l'autre extrémité du Moyen-Orient, en Palestine, la Grande-Bretagne, pour conserver sous sa domination l'élément arabe - qui forme environ les neuf-dixièmes de la population - donne le pouvoir à la minorité sioniste. Mais cette minorité trouve que les promesses qui lui ont été faites sont lentes à se réaliser. Elle s'inquiète des projets britanniques de fédération des Etats arabes dans les pays du Levant. Bref, les affaires se gâtent en Palestine, et l'autorité britannique est obligée d'avouer que ce sont ses protégés qui se révoltent contre elle. Vers la mi-October, l'"Officier chargé d'administrer le gouvernement de la Palestine" et le commandant en chef des forces britanniques du Moyen-Orient lancèrent un communiqué déclarant que "depuis le début de cette année, la Palestine a été le théâtre d'une série de forfaits, d'actes criminels de violence commis par des terroristes juifs agissant avec l'intention délibérée de réaliser par la force leurs fins politiques". Ces crimes comprennent : le meurtre de membres des services de sûreté, la destruction d'immeubles gouvernementaux évalués à "plusieurs dizaines de milliers de livres sterling", et un attentat manqué contre le Haut-Commissaire en Palestine. Ce n'est pas un hasard sans doute si ce communiqué suit de près la décision prise par le gouvernement de former une "brigade juive", chose dont la majorité des Juifs ne voulait pas. Les termes du communiqué, quoi qu'il en soit, invitent à conclure que l'administration de la Palestine tient l'ensemble des Israélites, dans tous les pays, pour responsables des actes de violence. Et ainsi, pour avoir voulu faire montre d'impartialité entre les Juifs et les Arabes, le gouvernement britannique s'allie les Juifs sans se concilier vraiment les Arabes.

L'étude américaine analysée ci-dessus ne semble pas avoir assigné à ces facteurs l'importance qui leur revient, de même qu'elle n'a pas vu la relation qui existait entre le malaise du "monde arabe" et la situation géographique, ethnique, économique, sociale et politique de l'Empire des Indes.

Les conclusions les moins risquées à tirer de ce qui précède sont les suivantes :

- a) L'intervention russe dans le Moyen-Orient mérite d'être prise au sérieux et ne peut que s'accroître par la suite, sous la forme minimum d'une expansion des intérêts commerciaux soviétiques dans les pays musulmans.
- b) La politique britannique ne parvient pas à

.....

O.- 03.01

0/11/44

(suite 2)

s'appuyer solidement, dans le Moyen-Orient, sur une communauté ethnique quelconque - juive, arabe ou autre. Ballotée entre ces éléments divers, elle relève de l'opportunisme pur et simple, ce qui n'est pas une garantie de paix pour le Moyen-Orient.

c) Les Etats-Unis considèrent que la Grande-Bretagne, dans le Moyen-Orient comme sur d'autres points, constitue leur "première ligne de défense", et leur intervention, au mieux, ne saurait avoir pour effet que de tempérer les initiatives britanniques.

Les Etats-Unis, entre les deux guerres mondiales, pouvaient prétendre exercer un rôle d'arbitre désintéressé dans les conflits du Moyen-Orient. Aujourd'hui, manifestement, ils seraient "juge et partie". S'il existe encore dans ces régions un facteur de stabilité, ce ne sont pas les intérêts des Etats-Unis ni d'aucune autre puissance. Ce serait, à la rigueur, le désintéressement relatif de la République turque, qui, durant toute la guerre, a su se défendre contre les manœuvres et sollicitations des puissances belligérantes, et dont l'attitude passive a eu pour conséquence une absence de relations aussi complète que possible entre les Etats balkaniques et les pays du Levant. Grâce à son émancipation relative de l'Islam et grâce à sa neutralité obstinée dans les conflits d'ordre économique, ethnique ou religieux entre les peuples d'Orient, la Turquie a su enlever aux grandes puissances comme aux petites nations tout prétexte d'agression contre elle. Elle a fait en sorte que la Russie est obligée de chercher du côté du Golfe Persique les bases stratégiques et les débouchés qui lui manquent sur les mers du Sud.

La question du Proche-Orient - celle que l'on appelait jadis la "Question d'Orient" -, n'est certes pas enterrée. Elle sommeille, mais la question du Moyen-Orient s'éveille et il importe de la voir sous un autre jour que beaucoup de journalistes anglo-saxons. Ceux-ci, habitués à se représenter l'expansion d'une puissance quelconque sous des formes analogues à celles que revêt de préférence l'expansion de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis - sous forme de pénétration commerciale - ne tiennent peut-être pas assez compte du facteur démographique. Si l'on en croit les récentes statistiques publiées par le gouvernement soviétique, la population russe atteindrait en 1970 le chiffre de 250 millions d'habitants. En 1929, après la première guerre mondiale, les longues années de révolution et de chaos économique, le chiffre était de 170 millions, supérieur par conséquent de 55 % à celui de 1900. Entre 1926 et 1929, dans une période troublée, la population russe s'est accrue (toujours d'après les chiffres publiés à

.....

- 05.01

/11/44

(suite 3)

Moscou) de 25 millions d'individus. Avec 250 millions de membres, la société russe dépasserait de 25 millions l'effectif combiné de tous les pays de l'Europe du centre et du Nord-Ouest (Angleterre et Irlande, France, Allemagne et Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Scandinavie, Estonie, Lituanie), lorsqu'en 1939 elle comptait 40 millions d'individus de moins. Non content de ce résultat, le gouvernement soviétique a pris de nouvelles mesures, au cours de cette guerre, pour encourager la multiplication des familles russes. Au surplus, dans l'Europe du centre et de l'ouest, la proportion de vieillards tend à croître : vers 1970, la proportion d'éléments jeunes (entre 15 et 34 ans) recherchés pour les besoins industriels et militaires n'y serait plus que de 39 %, alors qu'elle atteindrait 51 % dans l'Union Soviétique.

Ces chiffres significatifs ont été reproduits par l'"Economist" dans son numéro du 4 Novembre, qui rappelle, à ce propos, qu'en calculant de la même manière la population du Royaume-Uni, chiffrée à 47 millions 1/4 en 1940, ne dépasserait guère 43 millions et demi en 1970, tandis que celle de la France, qui était de 41.200.000 habitants, tomberait à 36.900.000, etc.....

- 09.01  
-----  
/11/44

Dans ces conditions, il est significatif qu'avant la guerre l'axe de l'industrie russe, comme il a été exposé auparavant, avait commencé à se déplacer vers l'Est, et qu'un afflux très important de population avait commencé à se produire au voisinage de ces régions du Moyen-Orient dont la population, par une singulière coïncidence est si clairsemée.

La presse britannique et la presse américaine ont manifesté le mois dernier une certaine inquiétude en voyant les Soviets revendiquer comme un droit des concessions de pétrole dans le nord de l'Iran. Elles ont également fait preuve de surprise à l'annonce du retrait volontaire des Soviets à la Conférence aéronautique internationale de Chicago. Elles ne semblent pas, à vrai dire, soupçonner qu'il y ait, derrière l'attitude russe, d'autres mobiles qu'un désir de commerce. Il y a sujet de penser que c'est surtout en fonction de ses préoccupations asiatiques que la Russie, actuellement, refuse de s'associer à des arrangements qui ouvriraient les routes aériennes de l'Union Soviétique aux avions étrangers.

Les Soviets, naturellement, ne peuvent s'illusionner sur leur capacité actuelle de créer, par leurs propres moyens, une aviation civile adéquate à leurs ambitions. Les services à organiser auraient à rayonner sur une étendue de territoires qui représente environ la sixième partie des terres fermes du globe. Combien d'années faudra-t-il pour en arriver là ? Mais à cause, précisément, de l'immensité des déserts russes et du

.....

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SARRE ET LES ÉCHANGES FRANCO-SARROIS

Par suite du rattachement économique de la Sarre à la France depuis 1947, il est difficile d'isoler les échanges extérieurs de ce territoire de l'ensemble des importations et exportations de l'Union française. S'il existe un cordon douanier depuis 1947 entre la Sarre et l'Allemagne, il n'y en a pas entre la Sarre et la France depuis la même époque.

### A. COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SARRE

Grâce aux travaux de l'Office sarrois des statistiques, il est possible néanmoins d'avoir une vue d'ensemble des échanges commerciaux du territoire avec ses deux principaux partenaires et le groupe des « autres pays ». Le tableau suivant englobe même la période de 1950 à 1956.

Années	(en milliards de francs)							
	Exportations				Importations			
	Total	dont :			Total	dont :		
		France	Allemagne Occident.	Autres pays		France	Allemagne Occident.	Autres pays
1950 .....	100,1	61,3	20,2	18,6	105,8	90,4	13,5	1,9
1951 .....	149,9	97,4	21,1	31,4	148,8	124,6	21	3,2
1952 .....	179,1	124,4	29,8	24,9	172,5	150,1	20,1	2,3
1953 .....	175,2	110,1	33,5	31,6	183,7	158,3	20	5,4
1954 .....	187,8	114	44,9	28,9	187,6	160,6	21,7	5,3
1955 .....	225,1	128,5	58,7	37,9	203,9	167,5	30	6,4
1956 .....	249	151	58	40	225	179	36	10
Total en sept ans :	1.266,2	786,7	266,2	213,3	1.227,3	1.030,5	162,3	34,5
Moyenne annuelle :	180,9	112,4	38	30,5	175,3	147,3	23,2	4,9

